



A l'occasion de la visite d'escale au Gabon de la **flottille de la Marine chinoise**, une **Journée Portes Ouvertes** se tiendra de **9h à 17h le dimanche 9 juillet** courant à **NEW OWENDO INTERNATIONAL PORT** pour le **public (ENTREE LIBRE)**.

FUSION

A la veille d'échéances cruciales, l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS) d'Hervé-Patrick Opiangah se renforce. Le Bloc démocratique populaire (BDP) a décidé de se fondre en son sein, a annoncé cette semaine, lors d'une conférence de presse, son président Paskhal Nkoulou.

Page 4

OPPOSITION

Le Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) tient dimanche un congrès extraordinaire qui pourrait déboucher sur l'acte de candidature à la présidentielle de son dirigeant Alexandre Barro Chambrier. Ce qu'a fait hier l'ancien ministre et professeur d'économie Albert Ondo Ossa.

Page 4

AU SERVICE DU PEUPLE

LES échéances électorales se sont imposées au deuxième jour de la tournée du président Ali Bongo Ondimba dans le Haut-Ogooué. De Ngouoni à Léconi, en passant par Bongoville, soutiens et appels à la candidature à sa réélection se sont en effet multipliés, les populations lui promettant une "victoire cash". A quoi le numéro un gabonais a répondu "consacrer toute son énergie aux populations gabonaises". **Page 2**



POUR MOI QUOI...

Pourquoi les femmes ont-elles été écarté des mesures individuelles du Conseil des ministres d'Oyem ?

On dirait que les patrons de l'Économie numérique et de la Communication, dans les cas des nominations à la HAC et à l'ARCEP, ont oublié qu'il existe une loi sur les quotas d'accès des femmes aux fonctions supérieures de l'État.

Vous savez, quand il y a Conseil des ministres, la partie qui intéresse les Gabonais c'est celle concernant les mesures individuelles. Ce fut, lundi dernier, un coup de

tonnerre dans le ciel gabonais en écoutant le compte rendu du conclave d'Oyem. Dans le renouvellement des membres de la Haute autorité de la communication ou HAC, et de celui de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ou ARCEP, aucune femme n'a été promue. Nous nous sommes regardés pour dire, que se passe-t-il ? Qu'ont fait les femmes pour mériter ça ? Qui a osé mettre entre parenthèses la loi N° 9/2016 relative à la promotion de la femme ? Nous, dans les mapanes, on sait que c'est le gouvernement qui propose à l'examen des Parlementaires des lois indispensables à la marche du pays. C'est d'ailleurs au regard des injustices subies depuis la nuit des temps par nos

mamans, épouses, sœurs et filles qu'il a, sous les instructions du Présida, initié cette proposition de loi sur l'Égalité des Genres dans les emplois de l'administration publique et les Institutions de la République. Qu'est-ce qui peut justifier qu'on n'en tienne plus compte ? On veut savoir. Et très vite. Car jusque-là, personne n'a dit que ni le gouvernement encore moins le Parlement a retoqué cette loi.

Sauf si, profitant d'un manque de vigilance du Conseil, certains mâles dominants croient avoir réussi leur coup. C'est sans compter avec la ténacité du Présida quoi.

...MAKAYA